

Gemeenschap zal zijn aangewezen. Die lening geniet van rechtswege de waarborg van de Franse Gemeenschap. De financiële regeling van die lening wordt vastgesteld in een algemene overeenkomst die door de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de betrokken kredietinstelling vooraf wordt gesloten.

De financiële dienst van die lening is rechtstreeks ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Art. 7. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 15 november 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S - C - 29041]

F. 96 – 624

**9 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995 et 27 avril 1995;

Vu l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 12 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993 et 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 3quinquies et 3sexies insérés par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifiés par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 4 et 7 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1995;

Vu le protocole de négociation du 18 décembre 1995 du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1996,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 14ter, § 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"La commission se réunit la première quinzaine d'avril et la dernière quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président."

**Art. 2.** L'article 14<sup>quater</sup>, § 3, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"La commission se réunit la dernière quinzaine de mars et la première quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président."

**Art. 3.** L'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971 et 18 mars 1976 et par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18. Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2. être de conduite irréprochable;

3. jouir des droits civils et politiques;

4. avoir satisfait aux lois sur la milice;

5. être porteur d'un titre fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer;

6. remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, de six mois de date au maximum, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel;

7. satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8. avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats."

**Art. 4.** L'article 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** A l'article 31 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un 11° rédigé comme suit :

"11° ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 55 ans, sauf dispense visée à l'alinéa 2, accordée par le Gouvernement;"

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2° :

"Le cas échéant, la limite d'âge visée à l'alinéa 1er, 11°, peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir pour l'ouverture du droit à une pension à charge du Trésor public."

**Art. 6.** L'article 34, § 1er, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est complété par l'alinéa suivant :

"Les candidats atteints par la limite d'âge de 55 ans et qui souhaitent obtenir la dispense prévue à l'article 31, 11°, du présent arrêté, joignent leur demande motivée de dispense à leur acte de candidature."

**Art. 7.** L'article 39, a), alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est abrogé.

**Art. 8.** L'article 45, § 1er, alinéa 1er du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, est remplacé par les alinéas suivants :

"Le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1er janvier qui suit sa désignation en qualité de temporaire prioritaire si l'emploi qu'il occupe comporte au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et si cet emploi est toujours vacant à cette date après que la Commission zonale d'affectation concernée ainsi que la Commission interzonale d'affectation aient procédé aux opérations statutaires mentionnées respectivement aux articles 14<sup>ter</sup> et 14<sup>quater</sup> du présent arrêté.

Lorsque la notification de la vacance d'emploi prévue à l'article 17<sup>bis</sup> du présent arrêté intervient après la date du 1er janvier, le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1er juillet suivant pour autant qu'il occupe à cette date un emploi vacant comportant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et que la Commission zonale d'affectation concernée et la Commission interzonale d'affectation se soient réunies entre le 1er janvier et le 1er juillet."

**Art. 9.** A l'article 84 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 10.** A l'article 98 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 11.** A l'article 99 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 12.** A l'article 104, 1° et 2°, du même arrêté, les mots "à partir de l'âge de 21 ans" sont supprimés.

**Art. 13.** L'article 107, 1°, alinéa 2, et 2°, alinéa 2, du même arrêté, est abrogé.

**Art. 14.** A l'article 107<sup>bis</sup>, 1° et 2°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 4 avril 1980, les mots "à partir de l'âge de 21 ans" sont supprimés.

**Art. 15.** A l'article 110, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "à partir de l'âge de 23 ans" sont supprimés.

**CHAPITRE II.** — *Modification à l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire spécial, moyen technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 16.** A l'article 12, alinéas 4 et 5, de l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, les mots "à partir de l'âge de 25 ans" sont supprimés.

**CHAPITRE III.** — *Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 17.** L'article 3<sup>quinties</sup> de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, est abrogé.

**Art. 18.** A l'article 3*sexies* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, les mots "aux articles 3*quater* et 3*quinquies*" sont remplacés par les mots "à l'article 3*quater*".

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

**Art. 20.** La Ministre-Présidente, ayant le statut des membres du personnel de la Communauté française dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 janvier 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 - 624

[S - C - 29041]

**9 JANUARI 1996.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende de administratieve stand van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984; bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1971, 18 maart 1974, 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, door de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995 en 27 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit dat een besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap is geworden, d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, inz. op artikel 12, gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993 en 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. op de artikelen 3*quinquies* en 3*sexties* ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 en 7 december 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1995;

Gelet op het protocol d.d. 18 december 1995 van onderhandelingen in Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen, en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 8 januari 1996,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

**Artikel 1.** Artikel 14ter, § 3, lid 3 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Commissie vergadert in de eerste helft van april en in de laatste helft van november. Op initiatief van de voorzitter kan ze bijkomende vergaderingen houden".

**Art. 2.** Artikel 14quater, § 3, lid 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Commissie vergadert in de laatste helft van maart en de eerste helft van november.

Op initiatief van de voorzitter kan ze bijkomende vergaderingen houden".

**Art. 3.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1971 en 18 maart 1976 en bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 18. Niemand kan als tijdelijk personeelslid worden aangesteld, indien hij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden :

1. Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2. van onberispelijk gedrag zijn;

3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5. houder zijn van een door de Regering bepaald bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt;

6. bij de indiensttreding een medisch attest overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert dat hij de gezondheid van de leerlingen noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

7. voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;

8. zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot de kandidaten werden vastgesteld.

**Art. 4.** Artikel 19 van dat besluit wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 31 van dat besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 en gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een punt 11° dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

"11° de leeftijdsgrens van 55 jaar niet hebben overschreden, behoudens de in lid 2 bepaalde, door de Regering toegekende vrijstelling;"

2° het volgend lid wordt tussen lid 1 en lid 2 ingevoegd :

"Zo het geval zich voordoet, mag de in lid 1 bedoelde leeftijdsgrens verhoogd worden met het aantal jaren dat de betrokkene mag doen gelden voor de opening van het recht op een pensioen ten laste van de Schatkist".

**Art. 6.** Artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt met het volgende lid aangevuld :

"De kandidaten die de leeftijdsgrens van 55 jaar bereikt hebben en die de in artikel 31, 11°, van dit besluit bepaalde vrijstelling wensen te verkrijgen, voegen hun gemotiveerd vraag om vrijstelling bij hun kandidatuur".

**Art. 7.** Artikel 39, a), lid 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 45, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994, wordt door de volgende leden vervangen :

"De prioritaire tijdelijke wordt in vast verband benoemd op 1 januari van het jaar dat volgt op zijn aanstelling als prioritaire tijdelijke indien de betrekking die hij bekleedt ten minste twee derde omvat van het minimumaantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen en indien deze betrekking steeds vacant is op die datum nadat de zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie de respectievelijk in de artikelen 14ter en 19ter van dit besluit vermelde statutaire verrichtingen hebben uitgevoerd.

Wanneer de bekendmaking van de door artikel 17bis bepaalde vacatuur na de datum van 1 januari gebeurt, wordt de prioritaire tijdelijke in vast verband benoemd op de volgende 1 juli voor zover hij op die datum een vacante betrekking bekleedt die ten minste twee derde omvat van het minimumaantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen en voor zover de zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie tussen 1 januari en 1 juli vergaderd hebben".

**Art. 9.** In artikel 84 van hetzelfde besluit, wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 98 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 11.** In artikel 99 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 104, 1° en 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "vanaf de leeftijd van 21 jaar" geschrapt.

**Art. 13.** Artikel 107, 1°, lid 2, en 2°, lid 2, van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 107bis, 1° en 2°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit d.d. 4 april 1980, worden de woorden "vanaf de leeftijd van 21 jaar" geschrapt.

**Art. 15.** In artikel 110, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "vanaf de leeftijd van 23 jaar" geschrapt.

**HOOFDSTUK II. — Wijziging in het koninklijk besluit, dat sindsdien het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap is geworden, d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 16.** In artikel 12, lid 4 en lid 5, van het koninklijk besluit, dat sindsdien het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap is geworden, d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "vanaf de leeftijd van 25 jaar" geschrapt.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 17.** Artikel 3quinquies van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994, wordt opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 3sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994 worden de woorden "in de artikelen 3quater en 3quinquies" door de woorden "in artikel 3quater" vervangen.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

**Art. 20.** De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 januari 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media,  
Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën-en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 625

[C - 29099]

**10 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en exécution de l'article 1er du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 1er;

Considérant que l'article 1er du décret susvisé prévoit qu'un arrêté de l'Exécutif fixe annuellement le droit d'inscription pour les élèves qui s'inscrivent en septième année d'enseignement secondaire général,

Arrête :

**Article unique.** Pour l'année scolaire 1995-1996, les élèves qui s'inscriront en septième année de l'enseignement secondaire préparatoire à l'enseignement supérieur devront acquitter un droit d'inscription de F 5 000.

Le montant est ramené à F 2 500 pour les bénéficiaires d'allocations d'études.

La première tranche des subventions de fonctionnement accordées aux établissements subventionnés sera diminuée à concurrence du produit de ce droit d'inscription.

Une réduction équivalente sera opérée sur le montant de l'enveloppe budgétaire accordée aux établissements à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française.

Bruxelles, le 10 janvier 1996.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX